



CHAPITRE 68

CHAPTER 68

Loi constituant en corporation la ville de
Forestville

An Act to incorporate the town of Forest-
ville

[Sanctionnée le 4 mai 1944]

[Assented to, the 4th of May, 1944]

ATTENDU que Joseph Armand Cantin, commis, J. Edgard Levesque, contre-maître, Joseph Paul Gérard Lapointe, ingénieur-forestier, tous trois de Forestville, comté de Saguenay, Edgar Porter, arpenteur-géomètre et ingénieur-forestier de Lauzon et Archibald Campbell Butler, surintendant, de la cité de Québec, ont par leur pétition, représenté:

Que des travaux considérables sont en voie d'exécution à Forestville et que leur réalisation favorisera le développement des ressources forestières de la région;

Que ce développement est, en outre, essentiel à l'alimentation du moulin de l'Anglo-Canadian Pulp & Paper Mills, Limited, de Québec et contribuera au progrès économique de cette partie de la côte nord;

Qu'en conséquence, beaucoup d'ouvriers, d'artisans, de techniciens et d'autres personnes devront s'établir dans le territoire et qu'il est opportun de pourvoir à la construction de chemins et d'assurer à la population les services publics essentiels à son confort tels que, aqueduc, égouts, électricité et autres;

Qu'il est à propos d'ériger le territoire ci-après décrit en municipalité de ville, et que la municipalité des cantons unis de Sainte-Anne de Portneuf y consent; et

WHEREAS Joseph Armand Cantin, clerk, J. Edgar Levesque, foreman, Joseph Paul Gérard Lapointe, forest engineer, all three of Forestville, county of Saguenay; Edgar Porter, land surveyor and forest engineer, of Lauzon, and Archibald Campbell Butler, superintendent, of the city of Quebec, have, by their petition, represented:

That extensive works are being carried out at Forestville and the completion thereof will promote the development of the forest resources of the region;

That such development is, furthermore, essential to the supplying of the mill of the Anglo-Canadian Pulp & Paper Mills, Limited, of Quebec, and will contribute to the economic advancement of that part of the North Shore;

That consequently many workmen, artisans, technicians and other persons will have to settle in the territory and it is expedient to provide for the building of roads and to secure for the inhabitants the public services essential to their comfort, such as waterworks, drains, electricity and others;

That it is fitting to erect the territory hereinafter described into a town municipality, and the municipality of the united townships of Sainte-Anne de Portneuf consents thereto; and

Attendu qu'il convient de faire droit à la demande des pétitionnaires;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La présente loi peut être citée sous le titre de "Charte de la ville de Forestville".

2. La ville de Forestville comprend un territoire situé dans le canton Laval et en front dudit canton, comté de Saguenay, et se compose de deux étendues de terrain, contenant en référence au plan d'arpentage préparé par L. L. Doyon, arpenteur-géomètre, et déposé aux archives des arpentages du département des terres et forêts, le 16 décembre 1939:

1. Le lot No 5 rang I, les lots Nos 16 à 22 inclusivement rang II et le bloc A, les lots Nos 16 à 22 inclusivement, les lots Nos 29 à 32 inclusivement et le bloc B rang III, deux lots de grève et en eau profonde en front du bloc A rang II, du bloc B et des lots Nos 29 à 32 inclusivement du rang III, le lot No 1 rang VIII, une partie des blocs D, E et F rang V, tel que décrit plus bas, la Baie Laval y compris la Baie Didier, l'Île Laval, les îles et îlots qui sont situés dans cette baie, une partie des lots Nos 1 et 2, le lot No 3, une partie des lots Nos 4, 5 et 6 rang X et une partie des lots Nos 22, 23 et 24 rang XI.

Le périmètre de ce territoire se décrit comme suit:

Commençant au point d'intersection de la ligne séparative des lots Nos 4 et 5 rang I avec la rive nord-ouest du fleuve St-Laurent; de là en passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: la ligne séparative des lots Nos 4 et 5, une partie de la limite nord-ouest dudit lot No 5 rang I, une partie de la limite sud-ouest du lot No 16 rang III, la ligne séparative des lots Nos 2 et 3 rang X jusqu'à la limite nord-ouest du chemin public, la limite nord-ouest du chemin public, les lignes établies sur les lots Nos 1, 2, 4, 5, 6 du rang X et celles établies sur les lots Nos 22, 23 et 24 du

Whereas it is expedient to grant the prayer of the petitioners;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. This act may be cited as the "Char- Short
ter of the town of Forestville". title.

2. The town of Forestville shall com- Territory.
prise a territory situated in the township of Laval and at the front of the said township, county of Saguenay, and shall consist of two stretches of land, containing, with reference to the survey plan drawn by L. L. Doyon, land surveyor, and deposited in the records of surveys of the Department of Lands and Forests on the 16th of December, 1939:

1. Lot No. 5 in range I, lots Nos. 16 to 22 inclusive in range II, and block A, lots Nos. 16 to 22 inclusive, lots Nos. 29 to 32 inclusive and block B in range III, two beach and deep water lots in front of block A of range II, of block B and of lots Nos. 29 to 32 inclusive of range III, lot No. 1 of range VIII, a part of blocks D, E and F of range V, as hereinafter described, Laval Bay including Didier Bay, Laval Island, the islands and islets situated in that bay, a part of lots Nos. 1 and 2, lot No. 3, a part of lots Nos. 4, 5 and 6 in range X and a part of lots Nos. 22, 23 and 24 in range XI.

The perimeter of this territory is described as follows:

Commencing at the point of intersection of the line separating lots Nos. 4 and 5 in range I with the north-western shore of the St. Lawrence river; thence passing successively along the following lines and bounds: the separating line of lots Nos. 4 and 5, a part of the north-west boundary of said lot No. 5 in range I, a part of the south-west boundary of lot No. 16 in range III, the separating line of lots Nos. 2 and 3 in range X as far as the north-western line of the public road, the north-western line of the public road, the lines established on lots Nos. 1, 2, 4, 5 and 6 of range X and those established on lots

Titre
abrégé.

Terri-
toire.

rang XI, (cesdites lignes étant définies dans un acte passé devant le notaire J. H. Boisvert, entre le gouvernement de la province de Québec et l'Anglo-Canadian Pulp & Paper Mills, Limited, le 10 juin 1940 sous le No 2266 et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay sous le No 8567), la ligne de division entre les rangs III et X jusqu'à l'extrémité sud-est du lot No 1 rang VIII, les limites sud, ouest, nord-ouest et nord-est dudit lot No 1 rang VIII, la ligne de division entre les rangs III et VIII, la rive ouest de la Baie Laval, la limite sud de la réserve de trois chaînes sur le côté sud de la rivière Jean Raymond, la ligne séparative entre le bloc D et le lot No 12 rang XII, les limites nord et nord-ouest de la réserve de trois chaînes sur les côtés nord et nord-ouest à l'embouchure de ladite rivière Jean Raymond, la ligne séparant le bloc D du lot 37 du rang V, la rive nord-ouest de la Baie Laval, la ligne séparative entre le lot No 39 et le bloc E rang V, la limite est de la route traversant le bloc E et la limite ouest de la réserve de trois chaînes sur le côté ouest de la rivière Laval, la ligne séparative entre ledit bloc E et le lot No 42 rang V, la ligne séparative entre ledit bloc E et le lot No 43 rang V, la ligne est de la réserve de trois chaînes sur le côté est de la rivière Laval et sa continuation le long de la rive nord de la Baie Laval dans les limites du bloc E, la limite est de la réserve de trois chaînes le long de la rive est de la Baie Laval dans une partie du bloc F jusqu'à son point d'intersection avec l'extrémité sud-est d'un lot de grève et en eau profonde en front des blocs E et F, la rive générale nord de la Baie Laval, les rives nord-ouest et sud-est de la Baie Didier jusqu'à la Pointe Didier, une ligne droite jusqu'à l'extrémité sud-est de l'île Laval, une autre ligne droite jusqu'à l'extrémité nord d'un lot de grève et en eau profonde en front des lots Nos 29, 30, 31 et 32 et du bloc B rang III, les limites nord-est, sud-est et sud-ouest dudit lot de grève et en eau profonde et d'un autre lot de grève et en eau profonde situé en front du bloc B rang III et du bloc A rang II, la rive nord-ouest du fleuve Saint-Laurent en front d'une partie du bloc A et des lots Nos. 22, 23 and 24 of range XI (the said lines being defined in a deed made before J. H. Boisvert, notary, between the Government of the Province of Quebec and the Anglo-Canadian Pulp & Paper Mills, Limited, on the 10th of June, 1940, under the No. 2266 and registered in the office of the registration division of Saguenay under the No. 8567), the division line between ranges III and X as far as the south-eastern extremity of lot No. 1 of range VIII, the southern, western, north-western and north-eastern limits of the said lot No. 1 in range VIII, the division line between ranges III and VIII, the western shore of Laval Bay, the southern limit of the reserve of three chains on the southern side of the Jean Raymond river, the separating line between block D and lot No. 12 in range XII, the northern and north-western limits of the reserve of three chains on the northern and north-western sides at the mouth of the said Jean Raymond river, the line separating block D from lot 37 in range V, the north-western shore of Laval Bay, the separating line between lot No. 39 and block E in range V, the eastern limit of the road crossing block E and the western limit of the reserve of three chains on the western side of Laval river, the separating line between the said block E and lot No. 42 in range V, the separating line between the said block E and lot No. 43 in range V, the eastern line of the reserve of three chains on the eastern side of Laval river and its continuation along the northern shore of Laval Bay in the limits of block E, the eastern limit of the reserve of three chains along the eastern bank of Laval Bay in a portion of block F as far as the point of its intersection with the south-eastern end of a beach and deep water lot in front of blocks E and F, the general northern shore of Laval Bay, the north-western and south-eastern shores of Didier Bay as far as Didier Point, a straight line to the south-eastern end of Laval Island, another straight line as far as the northern end of a beach and deep water lot in front of lots Nos. 29, 30, 31 and 32 and of block B in range III, the north-eastern, south-eastern and south-western limits

Nos 22, 21, 20, 19, 18, 17 et 16 du rang II et sa continuation en front du lot No 5 du rang I jusqu'au point de départ.

2. Le lot No 22 du rang XII.

Le périmètre de ce territoire se décrit comme suit:

Commençant au sommet de l'angle sud du lot 22 au point d'intersection de la ligne nord-ouest du lot 17 avec la ligne nord-est du lot 16 du rang X; de là, toujours dans le rang X, passant successivement par les lignes suivantes:—les lignes nord-est et nord-ouest du lot 16, la ligne nord-est du lot 15, les lignes sud-est et nord-est du lot 21, le prolongement au nord-ouest de la ligne nord-est du lot 21, une ligne perpendiculaire à ce prolongement jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 25, ledit prolongement et ladite ligne sud-ouest du lot 25, les lignes sud-est des lots 25, 26, 27 et 28, la ligne sud-ouest du lot 31, les lignes nord-ouest des lots 24 et 23, la ligne sud-ouest du lot 23 et le lot 17 du rang XII du canton Laval.

3. Les habitants et contribuables du territoire mentionné dans l'article 2, ainsi que tous ceux qui se joindront à eux ou leur succéderont ou y deviendront habitants, sont constitués en corporation de ville sous le nom de "Ville de Forestville".

4. La corporation sera régie par la Loi des cités et villes, (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), et ses amendements, sauf les articles et les cas de la présente loi qui y sont spécialement dérogatoires ainsi que les dispositions incompatibles qu'elle peut contenir.

5. Les articles 17, 18, 19, 20 et 21 de la Loi des cités et villes ne s'appliquent pas à la ville de Forestville.

of the said beach and deep water lot and of another beach and deep water lot situated in front of block B in range III and of block A in range II, the north-western shore of the St. Lawrence river in front of a portion of block A and of lots Nos. 22, 21, 20, 19, 18, 17 and 16 of range II and its continuation in front of lot No. 5 of range I to the starting point.

2. Lot No. 22 of range XII.

The perimeter of this territory is described as follows:

Commencing at the apex of the southern angle of lot 22 at the point of intersection of the north-western line of lot 17 with the north-eastern line of lot 16 of range X; thence, always in range X, successively along the following lines:—the north-eastern and north-western lines of lot 16, the north-eastern line of lot 15, the south-eastern and north-eastern lines of lot 21, the prolongation north-westerly of the north-eastern line of lot 21, a line perpendicular to such prolongation to the prolongation of the south-western line of lot 25, the said prolongation and the said south-western line of lot 25, the south-eastern lines of lots 25, 26, 27 and 28, the south-western line of lot 31, the north-western lines of lots 24 and 23, the south-western line of lot 23 and lot 17 of range XII of Laval township.

3. The inhabitants and ratepayers of the territory mentioned in section 2, and all persons who may join or succeed to them or become inhabitants of such territory, are constituted a town corporation, under the name of "Town of Forestville".

4. The corporation shall be governed by the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) and amendments thereto, except the sections and matters in this act which specially derogate therefrom and the inconsistent provisions which it may contain.

5. Sections 17, 18, 19, 20 and 21 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Forestville.

Corporation constituée.

Nom.

S.R., c. 233, applicable.

Id., aa. 17-21 non applicables.

Incorporation.

Name.

R.S., c. 233, to apply.

Id., ss. 17-21, repealed for town.

S. R., c. 233, a. 22, remp. pour la ville. Première assemblée du conseil.

6. L'article 22 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Forestville, par le suivant:

"22. La première séance générale du conseil sera tenue à l'époque et à l'endroit déterminés par le ministre des affaires municipales. Jusqu'à ce que le maire soit élu par le conseil et assermenté, cette séance sera présidée par un échevin choisi parmi les échevins présents."

S.R., c. 233, aa. 23, 24, non applicables.

7. Les articles 23 et 24 de la Loi des cités et villes ne s'appliquent pas à la ville de Forestville.

Id., aa. 48, 49, suspendus pour la ville.

8. Les articles 48 et 49 de la Loi des cités et villes ne s'appliquent pas à la ville de Forestville jusqu'aux élections générales de février 1947. A compter de cette date, le conseil sera composé d'un maire et de cinq échevins qui seront élus conformément aux dispositions de la Loi des cités et villes.

Membres du conseil.

Premiers membres du conseil.

9. 1. Les personnes suivantes: Joseph Armand Cantin, commis, J. Edgar Levesque, contremaître, Joseph Paul Gérard Lapointe, ingénieur-forestier, tous trois de Forestville, comté de Saguenay, Edgar Porter, arpenteur-géomètre et ingénieur-forestier, de Lauzon et Archibald Campbell Butler, surintendant, de la cité de Québec et leur successeur ou successeurs seront les premiers membres du conseil municipal de la ville de Forestville, jusqu'à leur remplacement par les échevins qui seront élus aux premières élections générales, le premier jour juridique de février 1947, pourvu qu'ils soient sujets britanniques.

Premier maire.

2. A la première séance dudit conseil municipal, les membres du conseil choisiront parmi eux une personne qui remplira les fonctions de maire jusqu'aux élections générales de février 1947. Si, durant cette période, la charge de maire devient vacante, le conseil nommera, par résolution, un échevin et le conseil, ainsi complété, choisira, parmi ses membres, le nouveau maire, lequel restera en fonctions jusqu'aux élections générales de février 1947.

Résidence.

3. Durant cette période, les membres du conseil ne seront pas tenus de résider dans les limites de la municipalité.

6. Section 22 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Forestville, by the following: R.S., c. 233, s. 22, replaced for town.

"22. The first general sitting of the council shall be held at the time and place determined by the Minister of Municipal Affairs. Until the mayor is elected by the council and sworn, such sitting shall be presided over by an alderman chosen from among the aldermen present." First council sitting.

7. Sections 23 and 24 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Forestville. R.S., c. 233, ss. 23, 24, repealed for town.

8. Sections 48 and 49 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Forestville until the general elections of February, 1947. From and after such date, the council shall be composed of a mayor and five aldermen who shall be elected in accordance with the provisions of the Cities and Towns Act. Id., ss. 48, 49, suspended for town. Composition of council.

9. 1. The following persons: Joseph Armand Cantin, clerk, J. Edgar Levesque, foreman, Joseph Paul Gérard Lapointe, forest engineer, all three of Forestville, county of Saguenay; Edgar Porter, land surveyor and forest engineer, of Lauzon, and Archibald Campbell Butler, superintendent, of the city of Quebec, and their successor or successors shall be the first members of the municipal council of the town of Forestville, until their replacement by the aldermen to be elected at the first general elections on the first juridical day of February, 1947, provided that they are British subjects. First council.

2. At the first sitting of the said municipal council, the members of the council shall choose from amongst themselves a person to perform the duties of mayor until the general elections of February, 1947. If, during such period, the office of mayor becomes vacant, the council shall, by resolution, appoint an alderman and the council, so completed, shall choose the new mayor from amongst its members, and he shall remain in office until the general elections of February, 1947. First mayor.

3. During such period, the members of the council shall not be obliged to reside within the limits of the municipality. Residence

Vacances. 4. Durant cette même période, s'il survient une ou des vacances dans la charge d'échevin, le conseil nommera le ou les remplaçants, par voie de résolution. La ou les personnes ainsi choisies ne seront pas tenues de résider dans les limites de la municipalité.

S.R., c. 233, a. 60 § 2^o suspendu pour la ville. **10.** Le paragraphe 2^o de l'article 60 de la Loi des cités et villes ne s'appliquera pas à la ville de Forestville jusqu'aux élections générales de février 1947.

Id., a. 61, suspendu pour la ville. **11.** L'article 61 de la Loi des cités et villes ne s'appliquera pas à la ville de Forestville jusqu'aux élections générales de février 1947.

Id., a. 63, suspendu pour la ville. **12.** L'article 63 de la Loi des cités et villes ne s'appliquera pas à la ville de Forestville jusqu'aux élections générales de février 1947 et durant cette période, les dispositions suivantes s'appliqueront à ladite ville:

Serment d'office. "Le maire et les échevins prêtent le serment d'office durant le délai fixé par le ministre des affaires municipales.

Idem. Néanmoins, sans préjudice des frais de toute poursuite judiciaire intentée contre lui, le maire ou l'échevin qui a ainsi négligé de prêter serment pendant le délai fixé, peut toujours, tant que la vacance créée par sa négligence n'a pas été remplie, en prêtant le serment requis, reprendre ses fonctions et les exercer."

S.R., c. 233, a. 64, am. pour la ville. **13.** Le deuxième alinéa de l'article 64 de la Loi des cités et villes ne s'applique pas à la ville de Forestville.

Id., a. 108, rempl. pour la ville. **14.** L'article 108 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Forestville, par le suivant:

Gérant. "**108.** Le conseil doit, par résolution, nommer un officier, appelé "gérant", qui sera l'officier exécutif de la municipalité et aura pour fonctions de surveiller et de diriger, sous le contrôle du maire et du conseil, les affaires de la municipalité et les travaux qu'elle fait exécuter. Ce gérant devra être sujet britannique."

4. During the same period, if any vacancy or vacancies occur in the office of alderman, the council shall, by resolution, appoint a substitute or substitutes. The person or persons so chosen shall not be obliged to reside within the limits of the municipality.

R.S., c. 233, s. 60, § 2, suspended for town. **10.** Sub-paragraph 2 of section 60 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Forestville until the general elections of February, 1947.

Id., s. 61, suspended for town. **11.** Section 61 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Forestville until the general elections of February, 1947.

Id., s. 63, suspended for town. **12.** Section 63 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Forestville until the general elections of February, 1947, and in the meantime the following provisions shall apply to the said town:

Oath of office. "The mayor and aldermen shall take the oath of office within the delay fixed by the Minister of Municipal Affairs.

Idem. Nevertheless, without prejudice to the costs of any judicial proceedings taken against him, the mayor or alderman who has so neglected to take the oath within the prescribed delay may, so long as the vacancy that has arisen through his negligence is not filled, and upon taking the required oath, resume and exercise his functions."

R.S., c. 233, s. 64, am. for town. **13.** The second paragraph of section 64 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Forestville.

Id., s. 108, replaced for town. **14.** Section 108 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Forestville, by the following:

Manager. "**108.** The council shall, by resolution, appoint an officer, called "manager", who shall be the executive officer of the municipality, whose duties shall be to supervise and direct, under the control of the mayor and council, the affairs of the municipality and the work it causes to be carried out. Such manager must be a British subject."

S.R., c. 233, aa. 110-111, 118, 121 non applicables. **15.** Les articles 110, 111, 118, 119, 120 et 121 de la Loi des cités et villes ne s'appliquent pas à la ville de Forestville.

15. Sections 110, 111, 118, 119, 120 and 121 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Forestville. R.S., c. 233, ss. 110, 111, 118-121, repealed for town.

Id., a. 112, remp. pour la ville. **16.** L'article 112 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Forestville, par le suivant:

16. Section 112 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Forestville, by the following: Id., s. 112, replaced for town.

Gérant provisoire. **"112.** Le conseil doit, par résolution adoptée à sa première séance régulière, nommer un gérant pour un terme qui ne doit pas dépasser la date de la nomination et de l'entrée en fonctions de son successeur après les élections générales de février 1947.

"112. The council shall, by resolution passed at its first regular sitting, appoint a manager for a period which must not extend beyond the date of the appointment and entrance into office of his successor after the general elections of February, 1947. Provi-sional manager.

Gérant permanent. Après lesdites élections, le conseil devra, de la même manière, à sa première séance régulière, soit nommer un nouveau gérant ou confirmer le gérant précédemment nommé dans ses fonctions.

After the said elections, the council shall, in the same manner, at its first regular sitting, either name a new manager or confirm the manager previously appointed in his office. Permanent manager.

Cautionnement. Le gérant devra fournir un cautionnement dont le montant sera fixé par résolution du conseil."

The manager shall furnish security in an amount to be fixed by resolution of the council." Security.

S.R., c. 233, a. 117, remp. pour la ville. **17.** L'article 117 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville de Forestville, par le suivant:

17. Section 117 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town of Forestville, by the following: R.S., c. 233, s. 117, replaced for town.

Durée des fonctions du gérant. **"117.** Le gérant reste en fonctions durant le bon plaisir du conseil. Il ne peut être destitué ni son traitement diminué que par une résolution adoptée à la majorité absolue de ses membres et cette résolution n'aura d'effet que si elle reçoit l'approbation de la Commission municipale de Québec."

"117. The manager shall remain in office during the pleasure of the council. He cannot be dismissed nor can his remuneration be reduced save by resolution adopted by the absolute majority of its members and such resolution shall have force only if approved by the Quebec Municipal Commission." Manager's tenure of office.

S.R., c. 233, aa. 123 § 8°, 124, 126, 127 suspendus pour la ville. **18.** Le paragraphe 8° de l'article 123 ainsi que les articles 124, 126 et 127 de la Loi des cités et villes ne s'appliqueront pas à la ville de Forestville, jusqu'aux élections générales de février 1947.

18. Sub-paragraph 8 of section 123 and sections 124, 126 and 127 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Forestville until the general elections of February, 1947. R.S., c. 233, ss. 123, par. 8, 124, 126, 127, suspended for town.

Id., aa. 345, 346, suspendus pour la ville. **19.** Les articles 345 et 346 de la Loi des cités et villes ne s'appliqueront pas à la ville de Forestville jusqu'aux élections générales de février 1947. Durant cette période, la disposition suivante s'appliquera:

19. Sections 345 and 346 of the Cities and towns Act shall not apply to the town of Forestville until the general elections of February, 1947. In the interval the following provision shall apply: Id., ss. 345, 346, suspended for town.

Lieu des séances. "Le conseil s'assemble aux endroits, jours et heures fixés, par résolution du conseil."

"The council shall meet on the days and at the places and hours fixed by resolution of the council." Council meetings.

S.R., c. 233, a. 352a aj. pour la ville. **20.** L'article suivant est ajouté pour la ville de Forestville, après l'article 352 de la Loi des cités et villes:

20. The following section is added, for the town of Forestville, after section 352 of the Cities and Towns Act: R.S., c. 233, s. 352a, added for town.

Avis au gérant. "352a. Le gérant doit recevoir les mêmes avis de convocation que les membres du conseil et de la même façon.

Renonciation à avis. Le fait d'assister à une séance du conseil constitue une renonciation au droit d'avis et remédie à tout défaut ou vice de signification de tel avis.

Assemblées spéciales. Si tous les membres du conseil et le gérant sont présents à une assemblée spéciale, toute affaire, spécifiée ou non dans l'avis de convocation, peut être prise en considération du consentement de tous."

S.R., c. 233, a. 523 § 1. 21. Le paragraphe 1° de l'article 523 de la Loi des cités et villes ne s'applique pas à la ville de Forestville.

Franchises: 22. La ville de Forestville peut par règlement adopté par son conseil et qui ne sera pas sujet à l'approbation des électeurs:

Tramways, etc.: 1° Accorder à toute personne, société, corporation ou syndicat, une franchise, un droit ou privilège pour une période de pas plus de dix années, afin de construire et maintenir dans les chemins et rues de la municipalité des lignes de tramways ou un service d'autobus, et de les exploiter en faisant circuler des voitures actionnées mécaniquement, soit par l'électricité ou par une autre force motrice, pour le transport des voyageurs, des marchandises ou des deux à la fois;

Service d'éclairage, etc.: 2° Accorder à toute personne, société, corporation ou syndicat, une franchise, un droit ou privilège, pour une période de pas plus de dix années, afin de construire, maintenir et exploiter, dans la municipalité, un service d'éclairage ou de chauffage au gaz ou à l'électricité, ou au gaz et à l'électricité, ou un service de distribution de force électrique, détaché, ou formant partie du service d'éclairage, et, à cette fin, d'ériger, poser et maintenir dans les chemins, rues ou squares publics des lignes de transmission de force électrique, conduits de gaz, ou les deux, et de fournir à la municipalité ou au public de la municipalité ou aux deux, le gaz ou l'électricité, ou les deux à la fois, pour l'éclairage, le chauffage et la force motrice;

Aqueducs: 3° Accorder à toute personne, société, corporation ou syndicat, une franchise, un droit ou privilège, pour une période de

"352a. The manager shall receive the same notice of meeting as the members of the council and in the same way. Notice to manager.

Attendance at any sitting of the council shall be a waiver of notice thereof and shall cure any default or defect in serving such notice. Waiver of notice.

If all the members of the council and the manager are present at any special sitting, any business, whether or not specified in the notice thereof, may be considered by unanimous consent. Business at special meetings.

21. Sub-paragraph 1 of section 523 of the Cities and Towns Act shall not apply to the town of Forestville. R.S., c. 233, s. 523, § 1, repealed for town.

22. The town of Forestville may, by by-law, adopted by its council and which need not be approved by the electors: Franchises by by-laws:

1. Grant, to any person, firm, corporation or syndicate, the privilege, right or franchise, for a period not exceeding ten years, of constructing and maintaining, in the roads and streets of the municipality, tramway lines or an autobus service and of operating the same by running vehicles mechanically propelled either by electricity or other motive power for the transportation of passengers or freight or both; Tramways, etc.:

2. Grant, to any person, firm, corporation or syndicate, the privilege, right or franchise, for a term of not more than ten years, of constructing, maintaining and operating, in the municipality, a lighting or heating system by gas or electricity or by gas and electricity, or an electric power distribution system, separate from or forming part of the lighting system, and, accordingly, of erecting, laying and maintaining, in the roads, streets or public squares, electric power transmission lines, gas mains, or both, and of supplying the municipality or public in the municipality, or both, with gas or electricity, or both, for light, heat and power; Lighting, etc.:

3. Grant, to any person, firm, corporation or syndicate, the privilege, right or franchise, for a term of not more than ten Water-works;

pas plus de dix années, afin de construire, maintenir et exploiter, dans la municipalité, des aqueducs, puits, réservoirs et services d'approvisionnement et de distribution de l'eau, avec toutes leurs dépendances et leurs accessoires, pour distribuer l'eau à la municipalité et à ses habitants pour fins publiques, industrielles, domestiques et toutes autres fins, et à cette fin, de construire et maintenir dans les chemins, rues et squares publics, des aqueducs, conduits d'eau, borne-fontaines, réservoirs et tous autres appareils convenables s'y rapportant.

Approba-
tion.

Jusqu'au premier février 1947, l'exercice de ces pouvoirs est subordonné à l'approbation de la Commission municipale de Québec.

Territoire
détaché.

23. Le territoire décrit dans l'article 2 de la présente loi est détaché de la municipalité des cantons unis de Sainte-Anne de Portneuf ainsi que de la municipalité de comté de Saguenay.

Entrée en
vigueur.

24. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

years, of constructing, maintaining and operating, in the municipality, waterworks, wells, reservoirs and water supply and distribution systems, with all their appurtenances and accessories, to supply water to the municipality and its inhabitants for public, industrial, domestic and all other purposes, and, accordingly, of constructing and maintaining, in the roads, streets and public squares, aqueducts, water pipes, hydrants, reservoirs and all other appliances appropriate thereto.

Until the first of February, 1947, the exercise of such powers shall be subject to the approval of the Quebec Municipal Commission.

Approval
of by-
laws.

23. The territory described in section 2 of this act is detached from the municipality of the united townships of Sainte-Anne de Portneuf and from the county municipality of Saguenay.

Territory,
detached.

24. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.